

Règlement de consultation

AOO 2024-24.01.067.002

**Mise à disposition de données de santé à
caractère personnel pour l'ATI H**

**Date limite de remise des offres : 21 mai 2024 à 12h00 (heure de
Paris)**

Sommaire

1. Dispositions générales	4
1.1. <u>Objet de la consultation</u>	4
1.2. <u>Décomposition en lots ou en tranches</u>	4
1.3. <u>Durée du marché</u>	4
1.4. <u>Forme du marché</u>	4
1.5. <u>Montants des marchés</u>	5
2. Déroulement de la procédure	5
2.1. <u>Procédure</u>	5
2.2. <u>Variantes</u>	5
2.3. <u>Avenants et prestations complémentaires</u>	5
2.4. <u>Forme juridique des groupements</u>	5
2.5. <u>Cautionnement et garanties exigées</u>	6
2.6. <u>Sous-traitance</u>	6
3. Dossier de consultation	6
3.1. <u>Composition du dossier de consultation</u>	6
3.2. <u>Modalités d'obtention du dossier de consultation : Retrait électronique du dossier de consultation</u>	7
3.3. <u>Modification de détails du dossier de consultation</u>	7
4. Contenu des offres	7
4.1. <u>Contenu du dossier de consultation</u>	7
4.2. <u>Contenu du dossier d'offre</u>	9
5. Transmission des candidatures et des offres	10
5.1. <u>Remise des plis par voie électronique</u>	10
5.1.1. Site pour dépôt des offres	11
5.1.2. La signature des documents	12
5.1.3. Références horaires utilisées	12
5.1.4. Accès au réseau et signature	13
5.2. <u>Remise d'une copie de sauvegarde</u>	13
6. Jugement des candidatures et des offres	14
6.1. <u>Candidatures</u>	14
6.2. <u>Offres</u>	14
6.3. <u>Négociation</u>	17
6.4. <u>Choix de l'attributaire</u>	17
6.5. <u>Déclaration de sans suite</u>	18

7. Lieu d'exécution	18
8. Durée de validité des offres	18
9. Modalités de financement et de paiement	18
10. Avance	18
11. Renseignements complémentaires	18

1. Dispositions générales

1.1. Objet de la consultation

La présente consultation est relative à la passation d'un marché public portant sur la mise à disposition des données de santé à caractère personnel aux tiers dans un cadre sécurisé respectant les exigences du référentiel de sécurité applicables au Système National des Données de Santé (SNDS).

Les prestations objets du marché sont :

- la mise en place du service de mise à disposition sécurisée des données du Programme de Médicalisation du Système d'Information (PMSI) et du Recueil des Passages aux Urgences (RPU) (le « Service »),
- la mise en œuvre et le maintien en condition opérationnelle du Service,
- le support aux utilisateurs du Service,
- la prise en main et réversibilité du marché,
- le pilotage des prestations.

Le descriptif de l'ensemble des prestations est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations de prise en main, de pilotage et de réversibilité du marché seront réglées par l'ATIH.

Les prestations liées à la mise à disposition des données du PMSI seront réglées directement par les utilisateurs au titulaire du marché.

1.2. Décomposition en lots ou en tranches

Les prestations ne font l'objet de décomposition ni en lots, ni en tranches.

1.3. Durée du marché

Le marché est conclu pour une **durée initiale de deux (2) ans** à compter de sa date de notification.

Le marché pourra être **reconduit deux fois** pour une période d'un (1) an.

Les modalités de reconduction sont précisées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

La date prévisionnelle de notification du marché est le 11 juillet 2024.

1.4. Forme du marché

Le marché est conclu avec un seul opérateur économique sous la forme d'un accord-cadre mis en œuvre par l'émission de bons de commande sans remise en concurrence ni négociation.

Les bons de commande sont émis pendant la durée de validité du marché.

1.5. Montants des marchés

Il est conclu avec les montants minimum et maximum suivants pour toute sa durée (reconductions comprises) :

- montant minimum : 150 000 € HT ;
- montant maximum : 800 000 € HT.

Le montant minimum correspond à l'engagement de l'ATIH d'effectuer des commandes à concurrence de ce montant.

Le montant maximum indiqué ci-dessus correspond à l'engagement du titulaire d'honorer les commandes passées par l'ATIH durant toute la durée d'exécution du marché.

Les montants indiqués ci-dessus comprennent les commandes réglées par l'ATIH et par les utilisateurs du Service.

2. Déroulement de la procédure

2.1. Procédure

Le marché est conclu après mise en œuvre d'une procédure d'appel d'offres ouvert, au sens des articles L2124-1 et R2124-1, ainsi que L2124-2 et R2124-2 1° du code de la commande publique.

Un avis de marché a été publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

2.2. Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Dans le cadre de la présente consultation, l'ATIH n'impose pas de variante.

2.3. Avenants et prestations complémentaires

Le marché pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Les modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant au marché.

Un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet des prestations similaires pourront être conclus avec le titulaire du marché initial dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

2.4. Forme juridique des groupements

Les offres peuvent être présentées par un seul candidat ou par un groupement d'opérateurs économiques.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'ATIH n'impose pas de forme particulière au groupement. Ce dernier pourra être solidaire ou conjoint avec un mandataire clairement identifié. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra impérativement être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'ATIH.

Le candidat ne pourra présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

2.5. Cautionnement et garanties exigées

Sans objet.

2.6. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'ATIH l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement en application de l'article L2193-5 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Conformément aux articles L2193-5 et R2193-1 du code de la commande publique, pour chaque sous-traitant présenté au moment de la remise de l'offre, le candidat devra produire une déclaration spéciale (formulaire DC4 - déclaration de sous-traitance ou équivalent), les capacités économiques, techniques et financières du sous-traitant ainsi qu'une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas dans l'un des cas d'exclusion mentionnés par les dispositions législatives des [sections 1 et 2](#) du chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique.

Le candidat peut demander la prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques. Il doit alors justifier des capacités de ce ou ces opérateurs (même justificatifs professionnels, techniques ou financiers à fournir que ceux exigés pour les candidats) et produire un engagement écrit de l'opérateur justifiant que le candidat disposera de ces capacités pour l'exécution du marché. A ce titre, l'opérateur devra fournir les justificatifs exigés aux points 1), 2), 4), 5) et 6) visés à l'article 4.1 du présent règlement de consultation.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies à l'article L2193-5 du code de la commande publique.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution est obligatoire lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **600 € TTC**.

3. Dossier de consultation

3.1. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé du présent règlement de la consultation ainsi que des pièces suivantes :

- un cadre d'acte d'engagement ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- une trame de mémoire technique ;

- l'avis de marché.

Les originaux conservés dans les archives de l'ATIH font, seuls, foi.

3.2. Modalités d'obtention du dossier de consultation : Retrait électronique du dossier de consultation

Les candidats peuvent télécharger le DCE, disponible dans son intégralité jusqu'à la date limite de remise des offres, **UNIQUEMENT** sur son profil acheteur à l'adresse internet suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2500376&orgAcronym=h8j>.

3.3. Modification de détails du dossier de consultation

L'ATIH se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **6 jours au plus tard** avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

4. Contenu des offres

ATTENTION : Par le seul fait de participer à la présente consultation, le candidat s'engage à :

- exécuter le marché dans les conditions prévues dans le DCE et celles proposées dans son offre, que celle-ci soit signée ou non ;
- à signer ledit marché, sans pouvoir se désister s'il était retenu à l'issue de la procédure.

4.1. Contenu du dossier de consultation

Chacun des documents demandés ci-dessous ainsi que tous les renseignements qu'ils requièrent sont indispensables à l'examen des candidatures. A l'ouverture des plis et durant toute la phase d'analyse des offres, si certains des documents demandés sont absents ou incomplets, l'ATIH pourra demander par voie électronique à l'ensemble des candidats de les produire ou de les compléter dans un délai maximum de **6 jours à compter de la notification de sa demande** (article R2144-2 du code de la commande publique).

Le dossier de candidature contiendra l'ensemble des pièces administratives suivantes, conformément aux dispositions de l'article R2343-3 du code de la commande publique.

- 1) une déclaration sur l'honneur (ou équivalent*)** signée par la personne habilitée par laquelle le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur :
 - a) n'entrer dans aucun des cas d'exclusion mentionnés par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre 1er du titre IV du code de la commande publique.**
 - b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.**

*Les candidats peuvent également compléter la section 2.6 de l'acte d'engagement relative à « la déclaration sur l'honneur du candidat ».

En cas d'attribution du marché, la déclaration sur l'honneur devra être signée de manière électronique par le responsable légal ou par toute personne habilitée à cet effet.

- 2) pour les groupements, **la justification que le mandataire est habilité à engager le groupement**. Ce document devra préciser l'étendue du pouvoir, l'objet du marché et le nom du mandataire.
- 3) **Au titre de la capacité technique du candidat :**
 - **une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat des trois dernières années** (DC2 ou équivalent) ;
 - **une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique et informatique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;**
- 4) **Au titre de la capacité économique et financière du candidat :**
 - **une déclaration indiquant le dernier chiffre d'affaires global connu sur les trois dernières années d'exercice disponibles** (DC2 ou équivalent) ;
- 5) **Au titre de la capacité professionnelle du candidat :**
 - **une liste des principaux services fournis, en lien avec l'objet de la présente consultation, au cours des trois (3) dernières années indiquant la date et le nom de l'opérateur économique public ou privé pour le compte duquel les prestations ont été exécutées** (DC2 ou équivalent).

Pour toute pièce demandée, l'ATIH accepte un document équivalent. Chacun de ces documents doit être rédigé ou traduit en langue française.

Le candidat peut demander la prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques. Il doit alors justifier des capacités de ce ou ces opérateurs (même justificatifs professionnels, techniques ou financiers à fournir que ceux exigés pour les candidats) et produire un engagement écrit de l'opérateur justifiant que le candidat disposera de ces capacités pour l'exécution du marché. A ce titre, l'opérateur devra fournir les justificatifs exigés aux points 1), 3), 4), 5) visés ci-dessus.

De la même manière, en cas de groupement d'entreprises ou de déclaration d'un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, les justificatifs exigés aux points 1) à 5) ci-dessus doivent être produits par chaque membre du groupement ou pour chaque sous-traitant.

Conformément à l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés ci-dessus que l'ATIH peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

De même, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis à l'ATIH dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Pour éviter la discrimination entre candidats du fait d'informations préalables, les personnes ayant participé à l'élaboration ou à l'organisation de la consultation, ainsi que leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs ne peuvent être candidats ni sous-traitants de candidats, sauf s'ils font la preuve, lors de leur soumission au présent marché public, que l'expérience acquise n'a pas pu fausser la concurrence.

4.2. Contenu du dossier d'offre

ATTENTION : les documents contenus dans l'offre permettent de juger et de noter l'offre.

Tous les documents ci-après énumérés doivent être présents dans l'offre du candidat.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de renseigner **IMPERATIVEMENT** la totalité des champs de l'acte d'engagement.

- 1) **L'acte d'engagement** dûment daté et complété ;
Seul le candidat déclaré attributaire sera tenu de faire signer électroniquement l'acte d'engagement par la personne habilitée à engager sa société.

L'acte d'engagement portera acceptation sans restriction ni modification des documents de la consultation remis aux candidats.

Les candidats sont informés que le scan d'une signature manuscrite n'est pas considéré comme une signature électronique.

- 2) **Le mémoire technique** du candidat répondant aux besoins et exigences exprimés dans le CCTP.

Les candidats sont invités à utiliser le cadre de réponse joint au DCE afin de faciliter la compréhension et l'analyse de l'offre technique des candidats par les services de l'ATIH.

Les candidats sont informés qu'une offre présentant un mémoire technique trop généraliste, c'est-à-dire non personnalisé à l'objet du marché et aux besoins exprimés dans le CCTP, pourra être pénalisée lors de l'analyse des offres.

- 3) **Un bordereau des prix (BP) proposé par le candidat** comportant :

- Un forfait pour les prestations de prise en main du marché le cas échéant ;
- Un forfait de réversibilité ;
- Un forfait annuel pour la prestation de pilotage des prestations ;
- Les prix unitaires et forfaitaires pour l'ensemble des prestations proposées par le candidat aux utilisateurs du Service pour l'exécution du marché et répondant aux exigences minimales du CCTP.

Les prix seront indiqués en euros HT et en euros TTC avec indication du taux de TVA appliqué.

Le BP ne devra pas comporter de services autres que ceux prévus par les pièces du marché sous peine d'irrégularité de l'offre, même si ces services sont habituellement proposés à la clientèle du candidat.

De la même manière, le BP ne devra pas comporter de mentions faisant référence à un chiffrage ultérieur de la prestation telle que la mention « sur devis ».

- 4) **Une simulation de commande chiffrée établie à partir des prix unitaires et forfaitaires du BP proposés aux utilisateurs du Service pour l'exécution du marché** et basée sur les 3 cas pratiques suivants :

1^{er} cas pratique : le demandeur n°1 souhaite un accès sécurisé aux bases de référence représentant 20 Go au total pour 2 utilisateurs et un espace disque de 500Go par utilisateur pour une durée de 1 mois ;

2^{ème} cas pratique : le demandeur n°2 souhaite un accès sécurisé aux bases de référence représentant 60 Go au total pour 4 utilisateurs et un espace disque de 500 Go par utilisateur pour une durée de 4 mois ;

3^{ème} cas pratique : le demandeur n°3 souhaite un accès sécurisé aux bases de référence représentant 10 Go au total pour 18 utilisateurs et un espace disque de 2000 Go par utilisateur pour une durée de 6 mois.

Pour chaque cas pratique, le candidat indiquera le montant total en euros HT qui sera facturé au demandeur sur la durée totale de la mise à disposition des données ainsi que le détail de ce coût.

La simulation de commande ne pourra pas comporter de prix autres que ceux figurant au BP.

Les autres documents du dossier de consultation qui sont à accepter sans modifications ni réserves ne sont pas à rendre avec l'offre.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles. Si la signature électronique n'est pas intégrée dans l'offre (l'acte d'engagement), elle sera exigée avant la signature du marché par le représentant de l'ATIH.

5. Transmission des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des candidats sont adressées **obligatoirement par voie électronique.**

L'ATIH déconseille fortement aux candidats d'attendre le dernier jour de la consultation pour déposer leur pli.

L'ATIH ne saurait être tenue pour responsable en cas de dépôt tardif d'un pli.

5.1. Remise des plis par voie électronique

Conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique, les candidatures et les offres doivent être transmises à l'ATIH par voie électronique.

L'ATIH déconseille fortement d'entreprendre le dépôt de l'offre au dernier moment et se dégage de toute responsabilité si l'offre n'a pu être remise avant la date et heure limites figurant sur la page de garde du présent document.

Le candidat est informé que :

- **Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'ATIH ne sera pas ouvert.** Ce document est alors réputé n'avoir jamais été reçu et entraînera l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.
- Le mode de transmission sécurisé choisi par le candidat doit permettre à l'ATIH d'ouvrir les pièces transmises sans le concours du candidat, c'est-à-dire sans une intervention personnelle du soumissionnaire.

- **l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature électronique du représentant de l'acheteur public de l'ATIH.** A ce titre, le candidat est invité à ne pas verrouiller l'acte d'engagement.

5.1.1. Site pour dépôt des offres

Le site Internet pour le dépôt des offres est le suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2500376&orgAcronyme=h8j>

Tout dépôt sur un autre site ou par courriel sera nul et non avenue.

Répondre en ligne nécessite :

- l'installation des pré-requis techniques (disponibles sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>) ;
- un certificat de signature électronique.

Pour toute demande d'assistance technique, question ou tout problème rencontré, le candidat peut contacter le service d'assistance en ligne en cliquant sur le module « Aide » puis « Assistance » ou via la « languette Assistance » du site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Le candidat devra alors suivre la procédure qui est décrite sur le site pour avoir recours à l'assistance téléphonique.

Pour une meilleure lisibilité du dossier transmis par le candidat, il est conseillé de procéder à l'enregistrement des fichiers informatisés sur le site de dépôt des candidatures et des offres de la manière suivante :

■ Dossier de candidature

Il contiendra les pièces demandées à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation.

Le candidat procède à l'enregistrement de chaque pièce de la manière suivante :

nom de la pièce (DUME, DC1, DC2, attestations sur l'honneur, ...).extension

■ Pièces constitutives de l'offre

Il contiendra les pièces demandées à l'article 4.2 du présent règlement de la consultation.

Le candidat procède à l'enregistrement de chaque pièce de la manière suivante :

nom de la pièce (Acte d'engagement, ...).extension

Le candidat devra transmettre des fichiers établis selon un des formats suivants :

- fichiers liés à des logiciels bureautiques : Office 2019 (word, Excel, Powerpoint) au format natif ;
- format d'impression : Adobe Acrobat Reader 4 (fichiers.pdf) ;
- format de compression : fichiers.zip ;
- format pour les fichiers image : TIFF, JPG, BMP, PSD (Photoshop version inférieure ou égale à la version 7).

Liste des extensions admises : .doc, .docx, .xls, .ppt, .pdf, .bmp, .tif (ou .tiff), .jpg (ou .jpeg), .psd, .rtf.

Dans l'hypothèse où le candidat transmet un document numérisé à partir d'un support papier, il s'assure que la définition de la numérisation est suffisante pour garantir la lisibilité.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » ;

- ne pas utiliser certains outils notamment les « macros ».

5.1.2. La signature des documents

Rappel : l'ATIH n'impose pas la signature électronique de l'offre au moment de son dépôt par le candidat. Toutefois, en cas d'attribution du marché, le candidat retenu sera tenu de faire signer de manière électronique l'acte d'engagement par la personne habilitée à engager la société.

Les documents nécessitant une signature électronique doivent être transmis dans les conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil.

Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés de manière électronique dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Il est recommandé d'utiliser les outils conseillés par la plate-forme de dématérialisation www.marchés-publics.gouv.fr (applet de signature, certificat émis par une autorité de certification reconnue).

Dans le cas contraire, le signataire utilise l'outil de signature de son choix, sous réserve de fournir gratuitement les moyens nécessaires à la vérification de cette signature et de son certificat. L'arrêté autorise l'usage d'un parapheur électronique facilitant la signature multiple ou la signature en dehors de la plate-forme de l'acheteur public. Il est recommandé dans cette hypothèse d'utiliser un certificat figurant dans la liste des certificats approuvés en France ou au niveau européen.

Les documents d'origine extérieure à la société devront être scannés avec une définition suffisante pour en garantir la lisibilité, puis signés électroniquement par un représentant de la société.

La signature individuelle de chaque document par une ou plusieurs personnes agréées par leur société est indispensable. **Attention, un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. De plus, une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.**

L'attention du candidat est attirée sur le délai nécessaire à l'obtention d'un certificat de signature si ce dernier n'en possède pas déjà un.

5.1.3. Références horaires utilisées

La transmission des documents fait l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif de l'horodatage proviennent du site de dépôt.

Le candidat accepte explicitement l'horodatage proposé ou devra renoncer à déposer son pli par voie électronique.

L'ATIH ne pourra être tenue responsable des dommages, troubles, directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site utilisé dans le cadre de la dématérialisation des procédures.

5.1.4. Accès au réseau et signature

Il est rappelé que les candidats ne supportent aucun frais autre que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique.

5.2. Remise d'une copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde est une copie des données fournies sur un support distinct et distant de l'ordinateur porteur des données. Cette copie est effectuée pour mettre un exemplaire des données en sécurité.

Il s'agit d'une copie des dossiers électroniques des candidatures et des offres, destinées à se substituer, en cas d'anomalies limitativement énumérées dans l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique.

Le candidat est autorisé à transmettre une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre remises par voie électronique, et ce, dans les conditions figurant ci-après, **au plus tard au jour et à l'heure figurant sur la page de garde du présent règlement.**

Cet envoi portera impérativement la **mention « copie de sauvegarde »** et ne sera ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 susvisé.

Le candidat devra faire parvenir sa copie de sauvegarde dans une enveloppe cachetée contenant l'ensemble des pièces de la candidature et de l'offre visées respectivement aux articles 4.1 et 4.2 du présent document.

Cet envoi peut se faire soit sur un support électronique (CD-Rom, DVD-ROM, clé USB), soit sur un support papier.

Les documents contenus dans la copie de sauvegarde du candidat sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis dans son offre remise par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise. Si le support physique choisi par le candidat est le support papier, la signature devra être manuscrite (signature manuscrite originale impérative – signature scannée non-autorisée). Si le support physique choisi est électronique, la signature devra être électronique répondant aux exigences figurant à l'article 5.1.2 du présent règlement. Dans ce dernier cas, la signature électronique est apposée sur tous les documents électroniques pour lesquels une signature est exigée et les formats des fichiers sont ceux visés à l'article 5.1.1 ci-avant.

Pour permettre une bonne identification de la copie de sauvegarde, l'enveloppe cachetée portera les mentions suivantes :

<p>AOO n°2024-24.01.067.002 « NE PAS OUVRIR » COPIE DE SAUVEGARDE NOM DU CANDIDAT AGENCE TECHNIQUE DE L'INFORMATION SUR L'HOSPITALISATION Pôle affaires juridiques et marchés publics 117, boulevard Marius Vivier Merle 69329 Lyon Cedex 03</p>
--

La copie de sauvegarde devra parvenir **en recommandé avec accusé de réception** ou être remise contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus, **avant la date et l'heure limites mentionnées sur la page de garde du présent document.**

Les heures autorisées de dépôt des plis sont :

9h30-12h & 14h-17h du lundi au vendredi
Bureau BV4 ou BR6 ou à défaut l'Accueil situés au **2^{ème} étage**

La transmission par télécopie ou courriel est interdite.

Tout document contenant un virus informatique ou un programme malveillant fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aucune réparation ne sera effectuée. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

6. Jugement des candidatures et des offres

6.1. Candidatures

Les cas suivants conduiront à l'élimination des candidatures pour non-conformité :

- pli arrivé postérieurement à la date et à l'heure limite de remise des plis ou pli ne garantissant pas la confidentialité de la candidature ou de l'offre ;
- impossibilité d'identification de l'affaire à laquelle le pli est destiné sans prise de connaissance du contenu de la candidature et de l'offre ;
- absence de fourniture d'un des documents demandés à l'article 4.1.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en application de l'article R2144-2 du code de la commande publique, l'ATIH dispose de la possibilité de ne pas réclamer les pièces absentes ou incomplètes du dossier de candidature et de rejeter celle-ci en l'état.

L'analyse des candidatures sera faite, à tout moment de la procédure et avant l'attribution du ou des marché(s) public(s), selon les dispositions de l'article R2144-3 du code de la commande publique au regard des éléments fournis par les candidats. L'ATIH se réserve la possibilité de demander aux candidats d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

L'ATIH pourra vérifier la qualité des références professionnelles présentées à l'appui des candidatures.

6.2. Offres

Les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées et anormalement basses sont éliminées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale. Il s'agit notamment des cas suivants :

- l'absence de fourniture d'une des pièces demandées à l'article 4.2. ;
- le non-respect des exigences du CCAP et/ou du CCTP ;
- la modification de l'acte d'engagement (hors zones à compléter) ;
- l'incomplétude de l'acte d'engagement.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis par l'ATIH avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'ATIH formulés dans les documents de consultation.

En l'absence d'éléments répondant aux questions sur lesquelles l'ATIH souhaite avoir des précisions pour comprendre et juger l'offre du candidat, l'offre sera déclarée irrégulière ne pouvant être analysée au regard des autres critères que le prix.

Conformément aux articles L2152-1 et L2152-6 du code de la commande publique, les offres régulières, acceptables, appropriées et qui n'apparaissent pas anormalement basses sont jugées et classées selon les critères suivants pondérés ci-dessous qui détermineront le choix final :

Critères de jugement des offres	Poids
1) Adéquation de la réponse	25 %
2) Délais de mise en service et de mise à disposition des données, de récupération des environnements utilisateurs existants et de support pour l'utilisateur	20 %
3) Sécurisation de la solution proposée appréciée au regard des sous-critères pondérés suivants : <ul style="list-style-type: none">– Exigences générales (3%)– Accès aux données (6%)– Traçabilité (8%)– Contrôle (2%)– Homologation (1%)	20 %
4) Prix apprécié au regard des prix forfaitaires pour les prestations de prise en main, de pilotage et de réversibilité des prestations ainsi que du montant total de la simulation de commande du candidat	35 %

L'analyse de l'offre sera faite de la manière suivante :

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses, chaque offre sera notée sur la base des informations fournies dans les dossiers des candidats. Une note globale sur 10 sera déterminée pour chacune des offres, l'offre obtenant la meilleure note sera classée première.

L'ATIH se réserve le droit de se faire préciser par les candidats, après remise de leur offre, les points techniques ou financiers qu'il lui semblerait nécessaire de détailler.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, l'ATIH dispose de la possibilité de ne pas demander de précision concernant la teneur des offres et ainsi de les rejeter en l'état le cas échéant.

A l'issue de l'analyse des offres, l'offre la mieux classée est retenue.

En cas d'égalité de notes globales, l'offre la moins-disante sera retenue.

Toute offre obtenant une note inférieure à 5/10 pour l'un des critères de jugement, autre que le critère « prix », est éliminée. Cette règle ne s'applique pas aux sous-critères.

Une offre éliminée n'est pas analysée au regard du critère « Prix » et n'est pas classée.

- **Pour les critères « adéquation de la réponse », « délais de mise en service et de mise à disposition des données, de récupération des environnements utilisateurs existants et de support pour l'utilisateur » et « sécurisation de la solution proposée » :**

Pour ces critères de jugement et leurs sous-critères, les offres recevront une note de 0 à 10 qui sera ensuite pondérée en fonction du poids du sous-critère indiqué en % dans le tableau ci-dessus.

La note pondérée du critère de jugement concerné sera obtenue par la somme des notes pondérées de ses sous-critères.

L'appréciation se fera sur l'analyse des documents expressément demandés à l'article 4.2, notamment sur la base des éléments exigés dans le mémoire technique du candidat.

Le mémoire technique de l'offre, constituant l'offre technique du candidat, recense tous les points sur lesquelles l'ATIH souhaite avoir des précisions pour comprendre et juger l'offre du candidat.

- **Pour le critère « Prix » :**

Le montant servant à l'analyse des offres sera déterminé par la somme des montants suivants (en € HT) :

- le forfait de prise en main du marché dont le montant figure dans le bordereau des prix remis par le candidat ;
- le forfait de réversibilité des prestations dont le montant figure dans le bordereau des prix remis par le candidat ;
- le forfait annuel de pilotage des prestations dont le montant figure dans le bordereau des prix remis par le candidat pour la durée totale du marché (reconductions comprises) ;
- le montant total de la simulation de commande remise par le candidat et établie sur la base des prix figurant dans le BP.

La simulation de commande n'a pas de valeur contractuelle et le montant total en euros HT de la simulation servira uniquement à l'analyse des offres.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bordereau des prix et ceux de la simulation de commande, seuls seront pris en compte, lors de l'analyse de l'offre, les prix du bordereau des prix seul constituant une pièce contractuelle du marché. En cas d'erreur de multiplication, d'addition ou de report, pouvant avoir une incidence sur le montant de l'offre du candidat, ces erreurs seront rectifiées avant le jugement de l'offre.

La note sur 10 pour ce critère sera obtenue par application de la formule suivante :

$$10 - (5 \times \text{montant de l'offre considérée} / \text{montant de l'offre moyenne})$$

Si la note du candidat est inférieure à zéro, celle-ci sera automatiquement ramenée à zéro.

Le montant de l'offre moyenne est obtenu par la somme des offres déclarées régulières et non éliminées divisée par le nombre d'offres régulières et non éliminées.

Les offres recevront une note de 0 à 10 qui sera ensuite pondérée en fonction du poids du critère indiqué en % dans le tableau ci-dessus.

6.3. Négociation

Aucune négociation n'est prévue dans le cadre de la présente procédure.

Toutefois, conformément à l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'ATIH peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser leur offre irrégulière dans un délai qu'elle leur communiquera par écrit, sous réserves que l'offre ne soit pas anormalement basse.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'ATIH dispose de la possibilité de ne pas demander de régulariser les offres et ainsi de les rejeter en l'état.

En cas de demande de régularisation d'une offre irrégulière, cette régularisation ne peut pas avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre. Il ne s'agit pas d'une nouvelle offre.

6.4. Choix de l'attributaire

A l'issue de l'analyse des offres, l'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents justificatifs qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner à un marché public dans les conditions prévues aux articles L2141-1 à L2141-6 du code de la commande publique.

A ce titre, conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique, le candidat attributaire pourra fournir :

- une déclaration sur l'honneur, signée électroniquement par le responsable légal ou par toute personne dûment habilitée, indiquant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique ;
- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière fiscale et sociale ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis ou un extrait D1.

En l'absence de ces documents valides dans le pli transmis le candidat attributaire ou sur son espace dédié sur la plateforme de dématérialisation PLACE permettant le dépôt d'attestations et certificats, un courrier lui sera envoyé. A compter de la notification de ce courrier, l'attributaire disposera d'un délai maximum de 6 jours pour fournir les attestations et certificats demandés dans le courriel.

Par ailleurs, dans le cas où l'acte d'engagement du candidat attributaire du marché n'a pas été signé au moment de la remise de l'offre, ce dernier disposera du délai visé à l'alinéa ci-dessus pour transmettre son acte d'engagement revêtu de la signature électronique du responsable légal ou d'une personne habilitée à cet effet.

A défaut de production des documents dans le délai imparti, son offre sera éliminée. Le candidat classé immédiatement après sera sollicité s'il n'a pas fourni les documents dans son pli. L'opération sera reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables et des offres qui n'auront pas été éliminées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

6.5. Déclaration de sans suite

L'ATIH se réserve la possibilité de déclarer, à tout moment, tout ou partie de la procédure, sans suite pour motif d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

7. Lieu d'exécution

Les prestations seront principalement exécutées dans les locaux du titulaire. Les réunions et comités de suivi prévus dans le CCTP dans le cadre du pilotage des prestations auront lieu principalement en visioconférence ou à défaut dans les locaux de l'ATIH (à Lyon 3^{ème}).

L'hébergement des données objets du marché doit être réalisé sur le territoire européen sauf exceptions prévues à l'article 3.2 de l'arrêté du 22 mars 2017 relatif au référentiel de sécurité applicable au Système national des données de santé.

8. Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

9. Modalités de financement et de paiement

Les prestations de prise en main, de pilotage et de réversibilité des prestations seront réglées par l'ATIH par application d'un forfait dans les conditions précisées dans le CCAP. Les sommes dues par l'ATIH seront payées par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement dans les conditions fixées dans le CCAP.

Les autres prestations seront réglées directement par les demandeurs, par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix constituant pièce du marché et dans le contrat de mise à disposition de données conclu entre le titulaire et le demandeur.

Les modalités de règlement et les délais de paiement des prestations réglées par les demandeurs sont ceux proposés par le titulaire dans son mémoire technique sous réserves des stipulations précisées dans le CCAP.

10. Avance

Les conditions de versement de l'avance sont précisées dans le CCAP.

11. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour élaborer leur proposition, les candidats devront faire parvenir leur demande écrite :

- soit directement sur la plateforme PLACE www.marches-publics.gouv.fr ;

- soit par messagerie électronique adressée à : marchespublics@atih.sante.fr.

Aucune question ne pourra être posée par téléphone.

Les candidats pourront poser leurs questions au plus tard **9 jours avant la date limite de remise des offres.**

Seule une réponse commune portant sur des compléments nécessaires à l'établissement de l'offre sera alors adressée à tous les candidats par l'acheteur public, **6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.**

En conséquence, il est exclu de répondre à une demande personnelle émanant d'un candidat.